

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 05/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BAYER SEEDS SAS (ex MONSANTO SAS)

1050
Route de Pardies
40300 Peyrehorade

Références : DREAL/2026D/952

Code AIOT : 0005201774

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement BAYER SEEDS SAS (ex MONSANTO SAS) implanté 1050 Route de Pardies 40300 Peyrehorade. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW.

Ce contrôle porte notamment sur la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique

2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAYER SEEDS SAS (ex MONSANTO SAS)
- 1050 Route de Pardies 40300 Peyrehorade
- Code AIOT : 0005201774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est situé dans l'agglomération de Peyrehorade. On trouve :

- au Nord de l'entreprise : la route départementale D 187 (route de Bayonne),
- à l'Est : le lac de la Sablère,
- au Sud : la voie ferrée Bayonne - Toulouse,
- au Sud-Ouest : des habitations à l'angle de la D330 et chemin du Moulin Vieux
- et à l'Ouest : des commerces et exploitations ainsi que des champs agricoles.

Le site de Peyrehorade (BAYER SEEDS SAS) est spécialisé dans la sélection, le traitement et la commercialisation de semences de maïs et de colza. Les opérations de production comprennent le séchage, le calibrage, le traitement (activité de pelliculage des semences par des produits phytosanitaires tels des insecticides ou fongicides destinés à protéger la semence et à faciliter sa germination ultérieure), le stockage et l'expédition en vue de la commercialisation de semences de céréales.

Le site relève du régime de l'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Sûreté du matériel électrique	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 28.5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
11	VLE chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58-II	/	Demande d'action corrective	3 mois
19	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74-III et 74-IV	/	Demande d'action corrective	3 mois
22	Mesure	Arrêté Ministériel	/	Demande d'action	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	périodique	du 03/08/2018, article 56-III et 83-bis		corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entretien des moyens d'intervention (RIA)	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 29.3	Susceptible de suites	Sans objet
3	Entretien des moyens d'intervention (poteaux & bouches incendie)	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 29.3	Susceptible de suites	Sans objet
4	Entretien des moyens d'intervention (exutoires de fumée & PCF)	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 29.3	Susceptible de suites	Sans objet
5	Entretien des moyens d'intervention (détection incendie)	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 29.3	Susceptible de suites	Sans objet
6	Suite inspection du 14/10/2020	Autre du 14/10/2020, article OBS 4 et 5	Susceptible de suites	Sans objet
7	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114, R. 515-115 et	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		R.515-116		
8	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8	/	Sans objet
9	Modification, extension	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56-VI	/	Sans objet
10	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57	/	Sans objet
12	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-I et 62-VI	/	Sans objet
13	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-II et 62-VI	/	Sans objet
14	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-III	/	Sans objet
15	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-IV	/	Sans objet
16	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-V	/	Sans objet
17	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-VI	/	Sans objet
18	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 73-IV et 73-V	/	Sans objet
20	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76	/	Sans objet
21	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 81	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relève 4 non-conformités nécessitant des actions sous 2 à 3 mois :

- Conformité électrique : persistance d'observations prioritaires malgré le plan d'action

- engagé,
- Dépassement de la valeur limite d'émission en CO : mesure à 597 mg/Nm³ (limite : 200 mg/Nm³) liée à un fonctionnement non nominal des chaudières dont le fonctionnement est saisonnier,
- Traçabilité insuffisante des mesures correctives engagées suite au dépassement alors que des mesures techniques sont initiées avec le prestataire,
- Vitesse d'éjection des gaz à la cheminée des chaudières : valeurs mesurées (7,8–9 m/s) inférieures à la limite réglementaire (20 m/s), potentiellement justifiables par les conditions opérationnelles, sous réserve d'une analyse technique complémentaire.

Les autres points contrôlés (sécurité incendie, autres valeurs limites applicables aux installations de combustion et fréquence de surveillance) sont conformes.

L'exploitant est invité à finaliser ces actions dans les délais pour clore ces constats sans suite administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sûreté du matériel électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 28.5
Thème(s) : Risques chroniques, Sûreté du matériel électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques sont conformes à la réglementation et aux normes en vigueur. Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant. [...]</p>
Constats : <p>Le rapport faisant suite à l'inspection du 14/12/2023 demandait :</p> <p><i>L'exploitant a présenté 8 rapports de vérification périodique électrique relatif aux installations du domaine de Basse Tension réalisé par l'Apave en date du 05/06/2023. La majeure partie des remarques sont de nouvelles observations, notamment sur des équipements en mauvais état, des câbles à supprimer / inutiles, de l'identification d'équipement, des armoires empoussiérées, disjoncteurs inadaptés... L'exploitant a présenté un tableau relatif aux priorités d'intervention et de suivi des observations de ces rapports ainsi qu'un plan d'action de levée du contrôle réglementaire 2023/2024. L'exploitant doit poursuivre la levée des observations émises lors des contrôles périodiques. Également, il est demandé à l'exploitant lors des prochaines vérifications périodiques de fournir à l'inspection l'attestation périodique électrique Q18.</i></p> <p><i>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois un nouveau rapport de contrôle des installations électriques, ou à défaut tous les justificatifs des mesures correctives mises en œuvre.</i></p> <p>Les certificats Q18 en date d'avril 2024 et de juin 2025 ont été transmis pour les bâtiments</p>

GAVADOIR 1 et 2 - CALIBRAGE, Poste TR3 /Traitement 1/2/3 - Stockage - Imprimerie - Bureaux maintenance - Local de charge, Zone chambres climatisées PMC1/PMC2, CHAUDIERE-SECHOIR PEY5 -POSTE TR6, Bâtiment Semences de Base -Qualité, BÂTIMENT EGRENAGE PEY 4, Secteur Pardies, BÂTIMENT EFFEUILLAGE (TR4) - BÂTIMENT SECHOIRS PEY 4 ETPEY4 BIS - BÂTIMENT SPRINKLER, BÂTIMENTS SILOS PEY4 ET PEY5, BÂTIMENT EFFEUILLAGE PEY 5.

Les rapports de contrôle des installations électriques à la même date pour les mêmes bâtiments ont également été transmis et font apparaître que la mise en conformité n'est pas finalisée.

Parmi les points de non-conformité identifiés figurait l'absence de la classification des zones à risques incendie. L'exploitant a présenté cette identification finalisée en août 2024 et partiellement prise en compte dans les rapports de contrôle 2025.

De même, l'exploitant a présenté la mise à jour de la classification ATEX du site en cours de finalisation pour s'assurer de la bonne adéquation du matériel avec le zonage considéré.

Enfin, il a été vérifié l'évolution des observations jugées de priorité 1 formulées par l'organisme de contrôle entre 2023 et 2025.

Il apparaît que :

- en 2023, il y avait 7 observations de priorité 1 à traiter dont 5 ont été soldées,
- en 2024, il y avait 11 observations de priorité 1 à traiter (dont 2 reportées de 2023) dont 5 ont été soldées
- en 2025, il y avait 7 observations de priorité 1 à traiter (dont 6 reportées de 2024) dont 5 étaient en cours de traitement (commande passée) au moment de la visite.

Cet examen permet de constater que l'exploitant mène un programme de mise en conformité des installations électriques du site qui doit être poursuivi.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- la mise à jour de la classification ATEX du site intégrant l'adéquation du matériel avec le zonage considéré,
- les justificatifs attestant que les non-conformités de niveau 1 relevées dans le rapport de contrôle 2025 ont été traitées,
- le plan d'action de résorption des autres non-conformités figurant dans le document Q18 et identifiées comme susceptibles d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Entretien des moyens d'intervention (RIA)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 29.3

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des moyens d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement par une personne qualifiée. Les extincteurs notamment sont vérifiés au moins une fois par an. La date de vérification des extincteurs est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil. [...] Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les précautions sont prises pour que le matériel incendie soit utilisable en période de gel (canalisations enterrées, vidange des parties aériennes...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport faisant suite à l'inspection du 14/12/2023 demandait :</p> <p>1°) <u>RIA Usine</u> : L'exploitant a présenté un rapport d'intervention CHUBB-SICLI n° 18416582 du 13 février 2023. Dans ce rapport, il est constaté que pour le parc de 31 RIA : 3 appareils ont été sortis, 11 sont en bon état, 12 présentent une fuite ou des joints endommagés, 3 robinets d'arrêt sont endommagés, 1 tuyau est endommagé et 1 vanne d'isolement est endommagée. (Travaux estimés terminés courant juin 2024).</p> <p>2°) <u>RIA Bureaux</u> : L'exploitant a présenté un rapport d'intervention CHUBB-SICLI n° 18416588 du 16 janvier 2023. Dans ce rapport, il est constaté que les 3 RIA sont signalés « vieillissants ».</p> <p>3°) <u>RIA Recherche</u> : L'exploitant a présenté un rapport d'intervention CHUBB-SICLI n° 18667793 du 15 février 2023. Dans ce rapport, il est constaté que les 2 RIA sont signalés « Bon état ».</p> <p>Un devis de l'établissement Johnson Controls (Tyco Integrated Fire & Security SAS) n° 400009 - 6344572 - 0 du 27/11/2023 pour le remplacement et la modernisation de 8 RIA en DN 40 (poste tournant pivotant type P avec lance et robinet de 30 m) et le remplacement de 2 vannes d'isolement a été présenté.</p> <p>Toutefois, l'exploitant informe que les sociétés contactées ne répondent pas toujours aux demandes de vérification mais également pour les sollicitations de remise en état de l'installation. Des dates de travaux sont retenus mais les sociétés n'interviennent pas le jour J.</p> <p>L'établissement dispose d'un délai de 3 mois pour réaliser les travaux de remise en état du réseau RIA et informer l'inspection à l'issue des travaux. Il transmet dans le même délai un nouveau rapport de vérification attestant que le réseau de RIA du site est pleinement opérationnel en cas de départ d'incendie. En l'absence de mesures correctives rapides, l'inspection pourra proposer à Mme la Préfète une mise en demeure sur ce point.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 01/12/2025 un rapport établi par la société Chubb en date du 18 novembre 2025 attestant du bon état de l'ensemble des RIA du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Entretien des moyens d'intervention (poteaux & bouches incendie)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 29.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des moyens d'intervention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/12/2023

- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...] Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement par une personne qualifiée. Les extincteurs notamment sont vérifiés au moins une fois par an. La date de vérification des extincteurs est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil. [...] Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les précautions sont prises pour que le matériel incendie soit utilisable en période de gel (canalisations enterrées, vidange des parties aériennes...).

Constats :

Le rapport faisant suite à l'inspection du 14/12/2023 demandait :

Il est demandé de contrôler et de contenir les 2 fuites constatées sur les colonnes montantes des poteaux côté accueil ainsi que la manœuvrabilité difficile de l'ouverture de la vanne du poteau « en face usine accueil ».

L'inspection demande à l'exploitant de procéder à la remise en état des colonnes sous 2 mois et informer l'inspection.

Le rapport de contrôle des poteaux incendie Chubb-Sicli N° 20351654 du 27/05/2024, transmis en réponse au rapport d'inspection, ne relève pas d'observation concernant les poteaux incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien des moyens d'intervention (exutoires de fumée & PCF)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 29.3

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des moyens d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...] Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement par une personne qualifiée. Les extincteurs notamment sont vérifiés au moins une fois par an. La date de vérification des extincteurs est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil. [...] Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les précautions sont prises pour que le matériel incendie soit utilisable en période de gel (canalisations enterrées, vidange des parties aériennes...).

Constats :

Le rapport faisant suite à l'inspection du 14/12/2023 demandait :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre d'ici fin février 2024 les justificatifs des travaux sur les portes coupe-feux. En l'absence de mesures correctives rapides, l'inspection pourra proposer à Mme la Préfète une mise en demeure sur ce point.

L'exploitant a transmis une facture de la société TECHNIFEU du 30/06/2024 attestant la réalisation des travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien des moyens d'intervention (détection incendie)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 29.3

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des moyens d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...] Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement par une personne qualifiée. Les extincteurs notamment sont vérifiés au moins une fois par an. La date de vérification des extincteurs est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil. [...] Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les précautions sont prises pour que le matériel incendie soit utilisable en période de gel (canalisations enterrées, vidange des parties aériennes...).

Constats :

Le rapport faisant suite à l'inspection du 14/12/2023 demandait :

L'exploitant dispose d'un délai de 3 mois pour justifier la remise en état complète du dispositif d'extinction et de détection incendie selon les préconisations du prestataire de maintenance, puis les justifier à l'inspection.

L'exploitant a transmis à l'inspection, préalablement à la visite, l'ensemble des factures attestant de la mise en conformité de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suite inspection du 14/10/2020

Référence réglementaire : Autre du 14/10/2020, article OBS 4 et 5

Thème(s) : Risques accidentels, Maintien de l'étanchéité du CF du local

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Lors de la visite du site le 14/10/2020, l'inspection a constaté le blocage en position ouverte de la porte coupe-feu séparant le local chaudières et le local surpresseurs.

OBS4 : L'exploitant doit veiller à ce que cette porte coupe-feu soit maintenu fermée.

L'inspection a par ailleurs constaté que la température à l'intérieur du local dédié aux surpresseurs était relativement haute. Cette haute température ne doit pas être régulée par le maintien ouvert de cette porte coupe-feu mais bien par un système d'aération adapté.

OBS5 : L'exploitant étudie les causes à l'origine de la température haute constatée dans le local surpresseurs et met en place les mesures adaptées afin de ne plus utiliser la porte coupe-feu comme moyen d'aération.

Réponse et proposition de l'exploitant du 28/01/2021

L'ensemble des 3 chaudières sont situées dans un bâtiment en béton CF 2 h. Juxtaposant ce bâtiment, se trouve le local pompe qui est lui-même intégralement CF 2 h. Ce local, ne représentant pas de risque particulier, est en effet peu ventilé du fait de sa composante CF 2 h. Nous nous sommes aperçus avec l'usage que la température au sein du local augmente lorsque les pompes fonctionnent, ce qui pourrait altérer le bon fonctionnement des pompes. Le fait de maintenir la porte ouverte permet à ce jour d'éviter tout problème de surchauffe des moteurs. Pour des raisons de contraintes techniques et d'impact sur le critère CF 2 h, il ne nous semble pas opportun de créer des ouvertures dans les murs et ne plus assurer le critère CF 2 h. Nos 6 années d'expériences nous permettant de dire que la porte ouverte assure un niveau d'aération suffisant pour éviter tout dommage de matériel. C'est pourquoi, nous vous proposons, d'ici la prochaine campagne d'utilisation des chaudières (août 2021), d'installer sur cette porte un dispositif autonome de fermeture automatique de la porte en cas de feu dans le bâtiment (style porte DAS (Dispositif Actionné de Sécurité)).

Constats :

Le rapport faisant suite à l'inspection du 14/12/2023 demandait :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois les justificatifs des travaux liés à la mise en place d'un DAS sur la porte coupe-feu du local pomperie. En l'absence de mesures correctives rapides, l'inspection pourra proposer à Mme la Préfète une mise en demeure sur ce point.

L'exploitant a fourni les factures justifiant de la mise en place d'un dispositif de fermeture automatique de cette porte coupe-feu en cas d'incendie. Ce point a été constaté lors de la visite des installations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114, R. 515-115 et R.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article R. 515-114</u></p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ; - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ; - le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ; - dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p><u>Article R. 515-115</u></p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p>

Article R. 515-116

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

L'exploitant a procédé à la déclaration sur le registre le 8 septembre 2023. Les données déclarées sont cohérentes avec celles relevées sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A ou 2910-B1

Prescription contrôlée :

L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.

Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :

- leur origine ;
- leurs caractéristiques physico-chimiques ;
- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;
- l'identité du fournisseur ;
- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.

Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisées dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.

Constats :

L'exploitant dispose d'une chaufferie biomasse alimentée exclusivement en rafles de maïs et composée de 3 appareils.

Nom de l'appareil	N° de conduit	T y p e appareil	Puissanc e de l'appareil (MW)	Date de mise en service	Combust i b l e utilisé	Système d e traiteme nt des fumées	Durée de fonction nement annuel

Chaudière biomasse	/	Chaudière	3 unités de 7.1 MW unitaire	2014	Rafles de maïs	Filtre à manches avec injection de chaux	Environ 1 6 0 0 heures

L'installation relève de la rubrique 2910-A1. Ce classement a été acté par courrier préfectoral du 10 mars 2022.

Ce courrier valide également que les installations de combustion dédiées au séchage du maïs relèvent de la rubrique 2260-2.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Modification, extension

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56-VI

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE applicables

Prescription contrôlée :

VI. Les valeurs limites d'émission fixées à la présente section applicables aux installations nouvelles à la date de la modification, s'appliquent à la partie modifiée ou étendue en cas de changement de combustible, de remplacement des appareils de combustion (chambre de combustion et brûleur) ou d'extension de l'installation.

Constats :

Les installations sont des installations existantes au sens de l'arrêté ministériel. Elles ont été autorisées par arrêté préfectoral du 11 août 2014.

Les dates de fabrication des chaudières ont été contrôlées sur leurs plaques d'identification respectives et confirment cette analyse.

La visite des installations a également permis de constater qu'elles étaient à l'arrêt.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57

Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence

Prescription contrôlée :

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

<p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport d'analyses consulté du 25/09/2025 fait état de résultats rendus dans les unités prévues et sur gaz secs à une teneur de 6% d'O₂, les rafles de maïs rentrant effectivement dans la catégorie des combustibles solides.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : VLE chaudières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58-II</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Enregist. apr 1/1/14 + service avt 20/12/18 – Pt > 5MW - >500h – A/C 1/1/25</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et :</p> <ul style="list-style-type: none"> - existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2025 ; <p>Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_X (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³)</p> <p>Biomasse solide :</p> <p>5 ≤ P < 20 : 200 / 525 / 50 / 250</p> <p>P ≥ 20 : 200 / 400 / 30 / 200</p> <p>Autres combustibles solides :</p> <p>5 ≤ P < 20 : 1100 / 550 / 50 / 200</p> <p>P ≥ 20 : 400 / 450 (6) / 30 / 200 (10)</p> <p>Fioul domestique :</p> <p>P ≥ 5 : - / 150 / - / 100</p> <p>Autres combustibles liquides :</p> <p>5 ≤ P < 10 : 350 / 550 / 30 / 100</p> <p>P ≥ 10 : 350 / 450 (6) / 30 / 100</p> <p>Gaz naturel, Biométhane :</p> <p>P ≥ 5 : - / 100 / - / 100</p> <p>GPL :</p> <p>P ≥ 5 : 5 / 150 / - / 100</p> <p>Biogaz :</p> <p>P ≥ 5 : 170 / 200 / - / 250</p> <p>Autres combustibles gazeux :</p> <p>P ≥ 5 : 35 / 200 / - / 250</p> <p>(6) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de</p>

fumée. / NOx : 550 (10) Installation consommant du charbon pulvérisé / CO : 100
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des analyses figurant dans le rapport du 25/09/2025 font apparaître un dépassement de la valeur limite de concentration en CO avec une mesure à 597 mg/Nm³ pour une valeur limite fixée à 200 mg/Nm³.</p> <p>L'exploitant indique que l'installation fonctionne environ 1600 heures par an, sur une période de 2-3 mois. Lors de ces périodes et donc, à l'occasion des prélèvements réalisés, les chaudières ne fonctionnent pas en régime nominal. L'exploitant prévoit d'adapter les modalités de pilotage de l'installation pour optimiser la combustion et réduire les émissions de CO.</p> <p>Pour les autres paramètres, les résultats sont conformes avec une concentration en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SO₂ de 0,301 mg/Nm³, conforme à la valeur limite de 200 mg/Nm³, • NO_x de 301 mg/Nm³, conforme à la valeur limite de 400 mg/Nm³, • Poussières de 0,475 mg/Nm³, conforme à la valeur limite de 30 mg/Nm³.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le plan d'action visant à mettre en conformité les rejets de CO de l'installation qui devra être mis en œuvre dès la prochaine campagne d'utilisation de la chaudière.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 12 : Autres VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-I et 62-VI</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE HAP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010 de puissance supérieure ou égale à 20 MW, la valeur limite pour les HAP est 0,01 mg/Nm³.</p> <p>Pour les autres appareils de combustion, la valeur limite pour les HAP est de 0,1 mg/Nm³.</p> <p>VI. [...] Les valeurs limites d'émission pour les COVNM, excepté le formaldéhyde pour les moteurs, et les HAP ne sont pas applicables aux installations consommant du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.</p>

<p>Constats :</p> <p>Les résultats des analyses figurant dans le rapport du 25/09/2025 font apparaître une concentration en HAP de 0,000103 mg/Nm³, conforme à la valeur limite de 0,1 mg/Nm³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Autres VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-II et 62-VI</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE COVNM et formaldéhyde</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010, la valeur limite pour les COVNM est de 50 mg/Nm³ en carbone total.</p> <p>Pour les autres chaudières, la valeur limite pour les COVNM est de 110 mg/Nm³ en carbone total.</p> <p>Pour les moteurs, la valeur limite en formaldéhyde est de 15 mg/Nm³.</p> <p>VI. [...] Les valeurs limites d'émission pour les COVNM, excepté le formaldéhyde pour les moteurs, et les HAP ne sont pas applicables aux installations consommant du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des analyses figurant dans le rapport du 25/09/2025 font apparaître une concentration en COVNM de 0,952 mg/Nm³, conforme à la valeur limite de 50 mg/Nm³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Autres VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-III</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE HCl et HF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Pour les chaudières de puissance supérieure à 20 MW enregistrées à compter du 1er novembre 2010 utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - HCl : 10 mg/Nm³ ; - HF : 5 mg/Nm³. <p>Ces valeurs peuvent être adaptées par le préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant montrant l'impossibilité d'atteindre ces valeurs en raison du combustible ou de la technologie de combustion utilisés, des performances des meilleures techniques</p>

<p>ou de la technologie de combustion utilisés, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les valeurs déterminées par le préfet ne dépassent en aucun cas 30 mg/Nm³ en HCl et 25 mg/Nm³ en HF.</p> <p>Pour les autres chaudières utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - HCl : 30 mg/Nm³ ; - HF : 25 mg/Nm³.
<p>Constats :</p> <p>Les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 sont plus strictes que celles fixées par l'arrêté ministériel pour les combustibles solides. Les valeurs limites applicables sont donc celle de l'arrêté préfectoral, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • HCl : 10 mg/Nm³, • HF : 5 mg/Nm³. <p>Les résultats des analyses figurant dans le rapport du 25/09/2025 font apparaître une concentration en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • HCl de 0,469 mg/Nm³, conforme à la valeur limite de 10 mg/Nm³, • HF de 0 mg/Nm³, conforme à la valeur limite de 5 mg/Nm³. <p>Ces résultats sont conformes aux valeurs limites applicables.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Autres VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-IV</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE Dioxines et furanes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. Pour les appareils de combustion utilisant un combustible solide, la valeur limite d'émission en dioxines et furanes est de 0,1 ng I-TEQ/Nm³.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des analyses figurant dans le rapport du 25/09/2025 font apparaître une concentration en dioxines et furanes de 0,00125 ng I-TEQ/Nm³, conforme à la valeur limite de 0,1 ng I-TEQ/Nm³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-V
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE chaudières NH3
Prescription contrôlée : V. En cas de dispositif de traitement des NO _x à l'ammoniac ou ses précurseurs : - pour les chaudières de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 20 MW enregistrées à compter du 1er novembre 2010 et pour les autres installations enregistrées à compter du 1er janvier 2014, la valeur limite d'émission d'ammoniac est de 5 mg/Nm ³ . Cette valeur peut être adaptée par le préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, sans toutefois dépasser 20 mg/Nm ³ . - pour les autres appareils de combustion, la valeur limite d'émission d'ammoniac est de 20 mg/Nm ³ .
Constats : Les installations de traitement des rejets sont constituées de filtres à manches avec injection de chaux. Ces dispositions ne sont donc pas applicables aux installations de combustion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-VI
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE métaux
Prescription contrôlée : VI. Les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes : Valeur limite d'émission (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum) Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés : 0,05 mg/Nm ³ par métal et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl) Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 1 mg/Nm ³ exprimée en (As+Se+Te) plomb (Pb) et ses composés : 1 mg/Nm ³ exprimée en Pb Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés : 20 mg/Nm ³ pour la somme des métaux Les valeurs limites d'émission pour les métaux ne sont pas applicables aux installations consommant du fioul domestique, du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.

Constats :

Les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 pour les substances suivantes sont plus strictes que celles fixées par l'arrêté ministériel.

- Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 0,3 mg/Nm³ exprimée en (As+Se+Te)
- Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés : 5 mg/Nm³ pour la somme des métaux

Pour ces substances, ce sont donc les valeurs limites de l'arrêté préfectoral qui s'appliquent.

Les résultats des analyses figurant dans le rapport du 25/09/2025 font apparaître une concentration en :

- Cadmium (Cd) de 0,00127 mg/Nm³,
- Mercure (Hg) de 0,0000145 mg/Nm³,
- Thallium (Tl) de 0 mg/Nm³,
- Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) somme exprimée en (Cd+Hg+Tl) de 0,00139 mg/Nm³,
- Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) exprimée en (As+Se+Te) de 0 mg/Nm³,
- Plomb (Pb) de 0,00475 mg/Nm³,
- Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) de 0,144 mg/Nm³.

Ces résultats respectent les valeurs limites applicables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 73-IV et 73-V

Thème(s) : Actions nationales 2025, Séparation des cendres des appareils biomasse

Prescription contrôlée :

IV. Les appareils de combustion de biomasse faisant partie d'une installation de combustion enregistrée avant le 1er janvier 2024, d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 10 MW et dont les cendres sous-multicyclone sont épandues, sont dotés au plus tard le 1er septembre 2024 d'un dispositif permettant de séparer les cendres sous foyer et sous-multicyclone, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les appareils de combustion de biomasse enregistrés avant le 1er janvier 2024, d'une puissance thermique nominale inférieure à 10 MW, et dont les cendres sous multicyclone sont épandues, n'ont pas d'obligation de séparer les flux de cendres sous foyer et sous multicyclone.

<p>V. Les appareils de combustion de biomasse d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 5 MW, dont la demande d'enregistrement ou de la demande de modification d'enregistrement est déposée à compter du 1er janvier 2024, et pour lesquels les cendres sous-multicyclone seront épandues, sont dotés d'un dispositif permettant de séparer les cendres sous foyer et sous-multicyclone.</p> <p>Les appareils de combustion de biomasse, d'une puissance thermique nominale inférieure à 5 MW, dont la demande d'enregistrement ou la demande de modification d'enregistrement est déposée à compter du 1er janvier 2024, et pour lesquels les cendres sous multicyclone sont épandues, n'ont pas d'obligation de séparer les flux de cendres sous foyer et sous multicyclone.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les cendres générées par la combustion des rafles de maïs ne font pas l'objet d'un épandage et sont évacuées en tant que déchets.</p> <p>Ces dispositions ne sont donc pas applicables à l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74-III et 74-IV</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Programme de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Les polluants atmosphériques [...] qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.</p> <p>La mesure ou l'estimation d'un polluant atmosphérique n'est pas obligatoire au titre du présent chapitre, si l'installation de combustion n'est pas soumise à une VLE pour ce polluant, excepté pour le CO ou lorsque l'exemption de VLE est justifiée par un fonctionnement de moins de 500 heures par an. Dans ce cas, l'article 80 est applicable.</p> <p>IV. Les mesures périodiques des émissions de polluants atmosphériques s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé.</p> <p>Les méthodes de prélèvement et analyse pour la mesure dans l'eau et dans l'air sont fixées dans un avis publié au Journal officiel.</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport du 25/09/2025 atteste que tous les paramètres ont été mesurés conformément aux normes applicables.</p> <p>Toutefois, la vitesse d'éjection des gaz à la cheminée a été mesurée entre 7,81 et 9,05 m/s alors que la valeur minimale de rejet fixée par l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 est de 20 m/s.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fournit les éléments permettant de justifier que la vitesse de rejet des effluents respecte la valeur limite en fonctionnement nominal et, dans le cas contraire, propose un plan de mise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ; - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion. <p>II. Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés.</p> <p>III. Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH3 dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de NOx.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses associées au rapport du 25/09/2025 ont été réalisées par l'agence de Pessac de la société BUREAU VERITAS agréée pour ces analyses à l'exception des dioxines et furanes pour lesquelles les mesures ont été réalisées par la société EUROFINS, elle-même agréée pour ces paramètres.</p> <p>La fréquence de mesure fixée par les dispositions réglementaires est annuelle. L'exploitant</p>

respecte cette fréquence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 81
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conformité des VLE
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émission à la section 3 du chapitre V du présent arrêté sont considérées comme respectées lors des mesures périodiques si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
Constats : Les résultats des analyses figurant dans le rapport du 25/09/2025 ne font pas apparaître d'autres dépassements que ceux relevés dans les constats précédents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56-III et 83-bis
Thème(s) : Actions nationales 2025, Non-respect VLE
Prescription contrôlée : <u>Article 56-III</u> En cas de non-respect des valeurs limites d'émission énoncées à la présente section, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité. <u>Article 83-bis</u> Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux articles 58,59,60 et 61 du présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émissions jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.
Constats : Suite aux constats de non-conformité (dépassement de la valeur limite en CO et écart sur la vitesse d'éjection), l'exploitant a pris contact avec la société DALKIA qui assure le suivi de la chaudière pour mettre en place un plan d'action. Cependant, la formalisation de ces échanges n'a pas été présentée lors de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme indiqué au point de contrôle n°11, l'exploitant transmet le plan d'action visant à mettre en conformité les rejets de CO qui devra être mis en œuvre dès la prochaine campagne d'utilisation de la chaudière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois